

MINISTERE DE L'INDUSTRIE  
ET DU COMMERCE

4ème CIRCONSCRIPTION ELECTRIQUE  
76, rue Armand Dutreix  
LIMOGES

J. DUFFAUT  
Ingénieur en Chef

C. RATTIER  
Ingénieur Ordinaire

DEPARTEMENT DE LA CORREZE, du CANTAL  
et du PUY-de-DOME

CHUTE de BORT

MISE EN SERVICE PROVISOIRE DU BARRAGE

PROCES-VERBAL DE RECOLEMENT DES OUVRAGES

Nous RATTIER, Ingénieur Ordinaire des Ponts et  
Chaussées à la 4ème CIRCONSCRIPTION ELECTRIQUE,

VU la pétition en date du 10 janvier 1951 adressée  
à M. le MINISTRE DE L'INDUSTRIE et du COMMERCE par laquelle  
ELECTRICITE DE FRANCE sollicite l'autorisation de mise en ser-  
vice provisoire du barrage de BORT ;

VU le décret du 11 mars 1921 concédant à la COMPA-  
GNIE d'ORLEANS l'aménagement hydro-électrique de la HAUTE-  
DORDOGNE ;

VU le Cahier des Charges annexé à ce décret modifié  
par l'avenant du 12 Décembre 1935 approuvé par décret du 17  
février 1936 ;

VU la demande d'avenant présentée par la S.N.C.F.  
le 20 octobre 1942 et relative notamment à l'aménagement de  
la chute de BORT ;

VU l'instruction à laquelle a été soumise cette  
demande, et notamment les résultats de l'enquête ouverte dans  
les départements de la CORREZE, du CANTAL et du PUY-de-DOME ;

VU la loi du 16 octobre 1919 sur l'utilisation de  
l'énergie hydraulique des cours d'eau ;

VU la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation  
de l'Electricité et du Gaz ;

VU le décret du 29 Décembre 1926, et notamment son  
article 23 prescrivant à l'Ingénieur en Chef du Contrôle de  
faire procéder au récolement des travaux avant la mise en  
exploitation des ouvrages, à charge par lui de fixer la date  
de cette opération et de convoquer les intéressés ainsi que  
les représentants des services locaux;

.../...

VU la décision du MINISTRE de l'INDUSTRIE et du COMMERCE en date du 23 Juillet 1949 approuvant le projet d'exécution du barrage de BORT ;

VU la délégation à nous donnée le 27 Janvier 1951 par l'Ingénieur en Chef de la 4ème CIRCONSCRIPTION ELECTRIQUE en vue de procéder aux opérations de récolement ;

VU la lettre du 22 janvier 1951 adressée par l'Ingénieur en Chef de Contrôle faisant connaître la date et l'objet du récolement à MM. les Maires des Communes intéressées et les priant de donner à cet avis toute publicité utile ;

VU les certificats d'affichage signés par les Maires des Communes intéressées aux dates suivantes :

- BORT	non reçu
- SARROUX	25 janvier 1951
- CONFOLENT-PORT DIEU	24 janvier 1951
- LANORRE	24 janvier 1951
- BEAULIEU	25 janvier 1951
- LABESSETTE	24 janvier 1951
- LARODDE	24 janvier 1951
- SINGLES	25 janvier 1951
- SAVENNES	25 janvier 1951

VU la lettre en date du 22 janvier 1951 de l'Ingénieur en Chef de la 4ème CIRCONSCRIPTION ELECTRIQUE prévenant du jour et de l'heure des opérations de récolement les Maires des communes intéressées ainsi que les représentants des Services ci-après désignés :

- MM. l'Ingénieur en Chef des Ponts & Chaussées de la CORREZE
- l'Ingénieur en Chef des Ponts & Chaussées du CANTAL,
- l'Ingénieur en Chef des Ponts & Chaussées du PUY-de-DOME
- l'Ingénieur en Chef du Génie Rural de la CORREZE,
- l'Ingénieur en Chef du Génie Rural du CANTAL,
- l'Ingénieur en Chef du Génie Rural du PUY-de-DOME,
- l'Ingénieur en Chef du Génie Rural de la CORREZE au titre du SERVICE de l'AMENAGEMENT AGRICOLE DES EAUX,
- l'Ingénieur en Chef des Ponts & Chaussées de la DORDOGNE au titre du Service d'ANNONCE DES CRUES de la DORDOGNE,

de CHALUP, chargé de Mission au titre de l'Architecture à BRIVE,

.../...

MM. 1'Inspecteur Général des Transports, Chef du Service  
du Contrôle Technique des Chemins de Fer,

- le Conservateur des Eaux & Forêts à CLERMONT-FERRAND,
- le Conservateur des Eaux & Forêts à LIMOGES,
- le Directeur Régional Adjoint, ELECTRICITE DE FRANCE,  
MASSIF CENTRAL I,

VU la lettre en date du 22 janvier 1951 par laquelle  
M. 1'Ingénieur en Chef de la 4ème CIRCONSCRIPTION ELECTRIQUE  
a informé des opérations de récolement MM. les Préfets de la  
CORREZE, du CANTAL et du PUY-de-DOME;

Nous nous sommes rendu sur les lieux le 30 janvier  
1951 à 10 h 30 ;

Etaient présents :

- M. le Sous-Préfet de MAURIAC,
- M. le Sous-Préfet d'USSEL,
- M. le Docteur SELLIER, Conseiller Général du CANTAL,
- M. 1'Ingénieur en Chef des PONTS & CHAUSSEES du PUY-de-DOME  
représentant M. le Préfet du PUY-de-DOME,
- M. 1'Ingénieur en Chef des Ponts & Chaussées du CANTAL,
- M. 1'Ingénieur en Chef des Ponts & Chaussées de la CORREZE,
- M. VAL, Ingénieur Subdivisionnaire, représentant M. 1'Ingé-  
nieur en Chef des Ponts & Chaussées de la DORDOGNE,
- M. 1'Ingénieur en Chef du Génie Rural de la CORREZE, Chef  
du Service de l'AMENAGEMENT AGRICOLE DES EAUX,
- M. GAY, Ingénieur du Génie-Rural à AURILLAC, représentant  
M. 1'Ingénieur en Chef du Génie Rural au PUY,
- M. 1'Ingénieur en Chef du Génie Rural du PUY-de-DOME,
- M. le Conservateur des Eaux & Forêts à CLERMONT-FERRAND,
- M. CASTAING, Inspecteur des EAUX & FORETS à TULLE, repré-  
sentant M. le Conservateur des Eaux & Forêts de LIMOGES,

.../...

- M. de CHALUP chargé de mission au titre de l'Architecture à BRIVE,
- M. BENOIT, Inspecteur des Transports, représentant M. L'Inspecteur Général des Transports, Chef du Service du Contrôle Technique des Chemins de Fer,
- M. DONNADIEU, adjoint au Maire de BORT,
- MM. les Maires de :
  - SARROUX,
  - CONFOLENT- PORT-DIEU,
  - BEAULIEU,
  - LABESSETTE,
  - SINGLES,
  - SAVENNES,
- MM. RIQUOIS, MAGENDIE et BONNET, de la Région d'Equipement Hydraulique, MASSIF CENTRAL I,

et en présence des personnes susnommées nous avons constaté ce qui suit :

DISPOSITIONS EXTRAITES DU CAHIER  
DES CHARGES annexé au Décret du 11 Mars 1921  
et du projet d'avenant à ce Cahier des Charges

.....

"Il est stipulé que le concessionnaire s'engage à poursuivre et à terminer dans un délai maximum de 6 ans à dater de l'approbation du présent avenant l'aménagement à BORT, d'un barrage-réservoir de grande capacité, dont la retenue maximum est fixée à 542,50 N.G.F.

" Il est stipulé d'autre part que le cube total emmagasiné dans les retenues à créer entre les niveaux normaux des retenues et la cote supérieure des orifices des prises d'eau amenant l'eau aux usines ne sera pas inférieure à 500 millions de mètres cubes" (Art. 4 du projet d'avenant)

Conforme

...../.....

" Le concessionnaire sera tenu de  
 "rétablir à ses frais, suivant les dis-  
 "positions approuvées par l'Administra-  
 "tion compétente, les voies de communi-  
 "cation interceptées par ses travaux"  
 "(article 9 du Cahier des Charges annexé  
 "au décret du 11 Mars 1921).  
 "

" En particulier les voies de com-  
 "munication interceptées du fait du  
 "barrage-réservoir de grande capacité  
 "en amont de BORT, fixées à l'Article  
 "5 ci-dessus, seront rétablies dans les  
 "conditions suivantes :

" - En ce qui concerne la R.N.679  
 "la déviation partira de CHASSANG,  
 "passera sur la crête du barrage et se  
 "raccordera sur la rive gauche à la  
 "R.N.122. En outre un chemin de 4m00  
 "de plate-forme et de 3m00 de chaussée,  
 "sera établi entre l'accès rive droite  
 "au barrage de la R.N.679 déviée, et  
 "le champ de foire de BORT.

" - En ce qui concerne les voies  
 "qui franchissent la DORDOGNE seul le  
 "point de passage constitué par le  
 "pont d'ARPIAT (C.D. 82 CORREZE et  
 "C.D. 29 PUY-de-DOME), sera rétabli.

" Les routes, chemins et ouvrages  
 "d'art rétablis le seront avec leurs  
 "caractéristiques actuelles" (art.8  
 "du projet d'avenant).  
 "

" Il sera tenu également de réta-  
 "blir et d'assurer à ses frais le li-  
 "bre écoulement des eaux naturelles  
 "et artificielles dont le cours se-  
 "rait détourné ou modifié par ces tra-  
 "vaux. Dans le cas où les ouvrages de  
 "la concession feraient obstacle à ce  
 "que les canaux ou rigoles d'arrosage  
 "s'alimentant comme par le passé, il  
 "pourra notamment être tenu de réta-  
 "blir leur alimentation au moyen  
 "d'eau prise dans ses propres canalisa-  
 "tions. Il devra également prendre  
 "les dispositions qui seront reconnues  
 "nécessaires par l'Administration pour  
 "empêcher que les infiltrations d'eau  
 "qui proviendraient de sa canalisa-  
 "tion nuisent aux parties basses du  
 "territoire" (Article 9 du Cahier des  
 "Charges annexé au décret du 11 Mars  
 "1921).  
 "

réalisé

en cours de  
rétablissement

"Le concessionnaire sera tenu de  
"procéder en temps voulu aux opérations  
"ci-dessous :

"-nettoyage complet des abords du  
"chantier et démolition de toute cons-  
"truction provisoire utilisée pour les  
"travaux ;

"-coupe au ras du sol de tout ar-  
"bre, arbuste et arbrisseau dont le pied  
"est à une cote inférieure à la cote de  
"retenue normale ;

"-démolition complète de tous bâ-  
"timents et ouvrages divers destinés à  
"être noyés et qui pourraient, à un  
"moment quelconque, émerger en tout ou  
"partie au-dessus de la nappe d'eau de  
"la retenue" (art. 5 du projet d'ave-  
nant).

"Dans la section de la DORDOGNE  
"comprise entre la cote 428 et la cote  
"417 et exclue de l'aménagement, le  
"concessionnaire ne sera pas tenu de  
"rétablir le débit naturel des eaux et  
"pourra, soit effectuer à toute époque  
"des lâchures d'un débit maximum de  
"200 m<sup>3</sup>/s, soit retenir les eaux de la  
"DORDOGNE sous réserve du maintien d'un  
"débit permanent de 2,5 m<sup>3</sup>/s.

"Ce débit permanent de 2,5 m<sup>3</sup>/s  
"pourra être remplacé par des lâchures  
"discontinues d'un volume total journa-  
"lier égal.

"En outre toute lâchure à grand  
"débit sera progressive, suivant des  
"dispositions approuvées par l'Ingénieur  
"en Chef du Contrôle". (Art. 10 du pro-  
jet d'avenant).

en cours d'exécution

voir propositions  
du 13 février.

#### DISPOSITIONS EXTRAITES DU PROJET D'EXECUTION DU BARRAGE

Niveau normal de la retenue :	542,5
Altitude de la crête :	545
Niveau minimum de la fondation :	423
Hauteur maximum :	122 m

conforme

.../...

Longueur de crête : 350 m  
 Rayon de courbure du parement amont: 190 m  
 Epaisseur en crête : 8 m  
 Parement amont vertical  
 Parement aval parabolique de révolution  
 Volume de béton : 670.000 m<sup>3</sup>  
 Capacité du réservoir : 470 millions  
 de m<sup>3</sup>  
 Superficie inondée : 1.200 ha env.  
 Débit maximum de l'évacuateur de crues :  
 1.200 m<sup>3</sup>/sec  
 Débit maximum des vidanges : 400 m<sup>3</sup>/sec  
 Débit maximum des prises d'eau: 200 m<sup>3</sup>/s.

Bétonnage du barrage réalisé aux  
 9/10.

DISPOSITIONS EXTRAITES  
des projets de rétablissement des communications

C.D. 49 du CANTAL -

Projet approuvé par le Conseil Général du Cantal le 23 Février 1950.

Sur la rive droite de la TIALLE le chemin nouveau empruntera le chemin actuel dont la pente sera réduite de 10,8 à 9,8 %

La portion de chemin à construire pour désenclaver BEAULIEU et le hameau de CHANTEGRELLE débutera par un lacet situé à l'origine de la route actuelle et utilisera, à la traversée du hameau de CHANTEGRELLE, le chemin existant.

Le chemin nouveau rejoindra le C.D.49 dans BEAULIEU, il franchira la TIALLE par un pont situé à 400 mètres environ en amont du pont d'ENTRAYGUES, de 71 m. de portée environ.

Caractéristiques -

Profil en long - Pente maximum : 8 %  
 réduite à 5 % dans les courbes de rayon inférieur à 30 m.  
 - Rayon minimum dans les courbes : 15 m.

en cours de  
 construction

.../...

Profil en travers - Chaussée de 3 m

Accotement de 1 m  
Surlargeur de 1 m dans  
les courbes de rayon  
inférieur à 20 m.

C.D. 27 de la CORREZE -

Projet approuvé par le Conseil Général de la CORREZE le 4 Février 1947 et le 8 Avril 1948.

Le rétablissement du CD 27 partira de la RN 679 en empruntant le VO 3 amélioré jusqu'à BOSDEVEIX, franchira le DOGNON entre BOSDEVEIX et MONESTIER et empruntera, à partir de MONESTIER le VO 1 amélioré jusqu'au CD 27 actuel.

réalisé

Le pont sur le DOGNON aura une portée de 35 m environ, avec chaussée de 3 m 50 et 2 trottoirs de 0 m 75.

C.D. 82 de la CORREZE et C.D. 29 du PUY-de-DOME -

Le pont d'ARPIAT sera rétabli au-dessus de la retenue par un ouvrage de 55 m 40 d'ouverture prolongé de part et d'autre par des viaducs d'accès en béton armé. Chaussée de 5,50 de large et 2 trottoirs de 1 m.

en cours de  
construction

OBSERVATIONS PRESENTÉES PAR LES PERSONNES  
PRESENTES AU RECOLEMENT

Messieurs, les Maires des Communes :

<u>BORT</u> représenté par M. DONNADIEU adjoint	Emet. des réserves au sujet des dégats qui pourront être causés à la traversée de BORT aux berges de la Dordogne, du fait des éclusées de l'usine.
<u>SARROUX</u>  M. MIGNON	Pas d'observations.
<u>CONFOLENT-PORT</u> <u>DIEU</u>  M. COUDERT	Pas d'observations.

.../...

LANOBRE

absent

BEAULIEU

TOURNADRE

s'associe aux réserves formulées par M. le Conseiller Général et M. l'Ingénieur en Chef des Ponts & Chaussées, en particulier le pont sur la TIALLE devra rapidement être reconstruit.

LABESSETTE

GAY

Demande que le CD 72 soit élargi et goudronné depuis la limite du département du Cantal jusqu'à la RN 122 au lieu dit Chez Morissoux que la commune de Labessette soit reliée à la Trimouille St-Loup.

LARODDE

absent

.../

<p><u>SINGLES</u></p> <p>BAFFLEUF</p>	<p>Demande le désenclavement des parcelles en bordure de la retenue.</p>
<p><u>SAVENNES</u></p> <p>PINSON</p>	<p>Demande que l'exploitation des bois puisse s'effectuer par la plate-forme de la voie ferrée, et qu'elle soit reliée au pont d'APPIAT.</p>
<p><u>M. l'Ingénieur en</u> <u>Chef des PONTS &amp;</u> <u>CHAUSSEES de LA CORREZE</u></p> <p>MARLIN THOMAS</p>	<p>Voir note ci-jointe a)</p>
<p><u>M. l'Ingénieur en</u> <u>Chef des PONTS &amp;</u> <u>CHAUSSEES du CANTAL</u></p> <p>POUYAT MALHOMME</p>	<p>Voir note ci-jointe b)</p>
<p><u>M. l'Ingénieur en</u> <u>Chef des PONTS &amp;</u> <u>CHAUSSEES du PUY-</u> <u>de-DOME</u></p> <p>DUMAS</p>	<p>Voir note ci-jointe c)</p>

.../

M. l'Ingénieur en Chef  
du GENIE RURAL de la  
CORREZE

LEBERT

Voir note ci-jointe d)

M. l'Ingénieur en Chef  
du GENIE RURAL du  
CANTAL

GAY

Voir note ci-jointe e)

M. l'Ingénieur en Chef  
du GENIE RURAL du PUY-  
de-DOME

PATRIX

Voir note ci-jointe f)

M. l'Ingénieur en Chef du  
GENIE RURAL de la CORREZE  
au titre de l'AMENAGEMENT  
AGRICOLE DES EAUX

LEBERT

Voir note ci-jointe g)

M. l'Ingénieur en Chef des  
PONTS & CHAUSSEES de la  
DORDOGNE

V A L  
(Subdivisionnaire)

Pas d'observation.

M. de CHALLUP, Chargé de  
Mission au titre de l'Archi-  
tecture à BRIVE.

Demande, avant la mise en eau, la  
stricte application de l'article 5  
du projet d'avenant.

...//...

M. l'Inspecteur Général  
des Transports, Chef du  
Service du Contrôle tech-  
nique des Chemins de Fer

BENOIT  
DUZAN

Voir note ci-jointe h)

M. le Conservateur des Eaux  
& Forêts à CLERMONT-Fd

- ARMILLON

Voir note ci-jointe i)

M. le Conservateur des Eaux  
et Forêts à LIMOGES

CASTAING

S'associe aux conclusions de l'avis  
de M. le Conservateur de Clermont-Fd  
demande qu'on prévienne M. le Conser-  
vateur de Limoges du jour et de l'heu-  
de la fermeture des vannes.

Docteur SELLIER, Conseiller  
Général (Cantal)  
Mr. le S/Préfet de Mauriac

Appuie les réserves et observations  
formulées par M. l'Ingénieur en Chef  
des Ponts & Chaussées et insiste  
pour obtenir des subventions pour la  
remise en état des routes.

M. le Sous-Préfet de MAURIAC

M. le Sous-Préfet de MAURIAC insiste  
pour que la remise en service du  
pont sur la TIALLE ait lieu au plus  
tard le 1er Avril, ainsi qu'E.D.F.  
s'y est engagée.

M. DUMAS, représentant le  
Préfet du PUY-de-DOME

Pas d'observation. Voir avis formulé  
au titre d'Ingénieur en Chef des PONTS  
& CHAUSSEES du PUY-de-DOME.

M. le Sous-Préfet d'USSEL

Sans observation sous réserve que soit étudiée la mise en marche d'un circuit de cars empruntant les routes longeant la retenue côté Corrèze et côté Puy-de-Dôme et Cantal en vue de se raccorder d'une part sur BORT, de l'autre sur Eygurande à Confolent-port-Dieu.

M. le Directeur Régional  
Adjoint - ELECTRICITE DE  
FRANCE (MASSIF CENTRAL I)

RIQUOIS

Electricité de France est d'accord pour appliquer, jusqu'à l'intervention de l'avenant, les dispositions prévues au projet d'avenant établi par le Service du Contrôle.

4ème CIRCONSCRIPTION  
ELECTRIQUE

RATTIER

Pas d'observation.

en foi de quoi nous avons clos le présent procès-verbal.

FAIT à BORT, le 30 Janvier 1951

L'INGENIEUR ORDINAIRE

RATTIER

Récolement provisoire du barrage de BORT

a)

Observations présentées par l'Ingénieur en Chef  
des PONTS & CHAUSSEES de la CORREZE

Voirie -

Les voies de terre construites ou aménagées par le Concessionnaire pour le rétablissement des communications ne pourront être prises en charge par les Collectivités intéressées que moyennant un récolement spécial et une remise approuvée par le Préfet pour les chemins départementaux et par les Communes pour les voies des autres catégories.

La submersion du pont de SINGLES et des voies d'accès ne pourra intervenir avant la mise en service du nouveau pont d'ARPIA et de ses voies d'accès.

Service hydraulique -

Un constat contradictoire de l'état des lieux en ce qui concerne les rives et le lit de la Dordogne sera effectué avant toute modification du régime naturel des eaux, pour la section de rivière comprise entre le pied du barrage et le confluent de la Rhue.

Il sera procédé pour la même section à un relevé des pompages ou déversements particuliers, industriels ou urbains.

Il est demandé qu'avant d'arrêter la consigne fixant les conditions de détail d'évacuation des eaux vers l'aval, l'Administration provoque les avis de la Municipalité de BORT et du Service hydraulique.

Il est relevé qu'aucune adhésion des autorités locales ou des corps élus n'a été donnée au cours des enquêtes à la substitution au débit minimum maintenu de lâchures constituant un débit journalier équivalent, à défaut d'informations correspondantes comprises au dossier d'enquête.

Les modalités correspondantes dont le principe, est-il annoncé, paraîtrait devoir être retenu au cahier des charges, devaient faire l'objet d'une instruction administrative locale.

BORT, le 30 Janvier 1951.

b)

RECOLEMENT PROVISOIRE  
DU BARRAGE DE BORT

---

AVIS de l'INGENIEUR EN CHEF  
des Ponts & Chaussées du CANTAL

---

Demande qu'un récolement spécial soit effectué  
pour les routes et chemins rétablis, ce récolement  
étant distinct du récolement général du barrage et de  
l'usine.

BORT, le 30 Janvier 1951.

OBSERVATIONS DE L'INGENIEUR EN CHEF  
des PONTS & CHAUSSEES  
du PUY-de-DOME

1° - AMENAGEMENT DE VOIES ROUTIERES -

Le département du PUY-de-DOME avait demandé la construction ou l'aménagement de chemins départementaux afin d'atténuer dans toute la mesure du possible, pour les populations intéressées le préjudice résultant inéluctablement pour elles de la suppression de la ligne de chemin de fer BORT-EYGURANDE et de l'interception de voies routières.

ELECTRICITE DE FRANCE a pris en considération une partie de ces demandes, savoir :

- Construction ou aménagement de l'itinéraire : R.N. 122 - TREMOUILLE - St-LOUP - LARODDE - Pont d'ARPIAT - G.C. 27 de la CORREZE.

- Participation dans la proportion de 50 %, avec maximum de 30 millions, à d'autres aménagements ou réfection de chemins départementaux que le département du PUY-de-DOME déciderait d'entreprendre dans la région avoisinant la retenue du barrage de BORT.

Il appartiendra au Conseil Général de décider, lors de sa première session ordinaire de 1951, s'il doit accepter le principe de cette participation au taux de 50 % ; mais il ne saurait admettre la limitation à 30 millions correspondant à 60 millions de travaux, somme insuffisante pour couvrir les dépenses reconnues strictement indispensables.

Il faudrait donc qu'ELECTRICITE DE FRANCE accepte, pour le moins, de supprimer ce maximum de 30 millions et d'étendre sa participation à la totalité des travaux inscrits au programme minimum retenu par le Conseil Général, savoir :

- Prolongement de l'aménagement de la voie sud nord depuis le carrefour du CD 29, jusqu'à la limite du département de la CORREZE, en direction d'EYGURANDE ;

- Réfection des voies affluentes :

entre la limite du CANTAL, LA BESSETTE et le C.D. 73,  
entre la R.N.122 aux QUATRE-VENTS, et LARODDE,  
entre TAUVES et LA GUINGUETTE,  
entre SAVENNES et MESSEIX

La dépense correspondant à l'ensemble de ce programme minimum serait de 90 millions (prix de décembre 1950) soit 45 millions (au lieu de 30) à la charge d'ELECTRICITE DE FRANCE, dans

.../...

1° hypothèse où le Conseil Général admettrait le taux de 50 % (ce dont on ne saurait préjuger à l'heure actuelle).

2° - SERVICE d'AUTOBUS -

Un service d'autobus de remplacement de trains fonctionne sur le territoire de la CORREZE ; il n'est d'aucune utilité pour les populations du PUY-de-DOME.

Une fois réalisé l'aménagement de l'itinéraire routier BORT - EYGURANDE, la création d'un service d'autobus sur ce parcours deviendra de nécessité stricte. Au cas où les recettes ne couvriraient pas les dépenses d'exploitation, il faudrait qu'ELECTRICITE DE FRANCE accorde la subvention nécessaire pour assurer l'équilibre financier indispensable au maintien du dit service routier.

A titre transitoire, les populations pourraient se contenter d'utiliser la voiture de tourisme qui assure actuellement le transport du courrier postal entre LARODDE et la gare de BOURG-LASTIC-MESSEIX, mais à la condition qu'elle effectue deux aller et retour quotidiens.

Si, en effet, l'unique aller et retour actuel peut fonctionner sans subvention, grâce à la rémunération reçue de l'Administration des Postes, il n'en serait pas de même du deuxième aller et retour à effectuer dans le seul intérêt des voyageurs. Il est en conséquence demandé, avec la plus vive insistance, qu'ELECTRICITE DE FRANCE accepte d'allouer la subvention indispensable pour permettre à l'entrepreneur d'assurer, au moins les jours ouvrables, ce deuxième aller et retour.

3° - En sa qualité de représentant délégué par M. le Préfet du PUY-de-DOME - L'Ingénieur en Chef des PONTS & CHAUSSEES soussigné s'associe pleinement aux observations formulées, par ailleurs, par M. le Conservateur des Eaux & Forêts et M. l'Ingénieur en Chef du GENIE RURAL.

Le 30 Janvier 1951  
L'INGENIEUR EN CHEF  
des PONTS & CHAUSSEES  
du PUY-de-DOME

signé : DUMAS

AVIS DE L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL DE LA CORREZE

---

OBJET : Aménagement de la chute de Bort  
Récolement provisoire des travaux

Je demande que la remise du chemin d'accès direct au champ de foire de BORT en partant de la Route Nationale n° 679 d'un point situé en amont du barrage soit effectuée dans les mêmes conditions que tous les ouvrages de voirie.-

Je demande également d'une façon générale le rétablissement de tous les réseaux ruraux et ouvrages de distribution d'énergie électrique détruits ou interceptés par la surélévation du plan d'eau de la Dordogne ainsi que des moyens d'alimentation en eau potable des exploitations agricoles maintenues au voisinage de la retenue et des voies d'accès à ces mêmes exploitations.-

TULLE, le 31 Janvier 1951  
L'Ingénieur en Chef du GENIE RURAL

signé : LEBERT

-----  
Service du GENIE RURAL

-----  
Circonscription du PUY

-----  
Département du CANTAL  
-----

AVIS DU SERVICE DU GENIE RURAL  
-----

Nous considérons le récolement de travaux comme provisoire et partiel et réservons notre avis jusqu'à un récolement définitif au cours duquel nous aurons pu constater l'exécution des ouvrages intéressant l'Agriculture.

Tant que le Cahier des Charges de concession n'est qu'à l'état de projet, nous insistons à nouveau pour que:

1°/ soient rétablis les moyens d'alimentation en eau des exploitations isolées subsistant au voisinage de la retenue ;

2°/ les subventions à la charge du concessionnaire au bénéfice d'entreprises d'équipement rural soient revalorisées aux cours actuels.

Pour l'Ingénieur en Chef du GENIE RURAL  
L'Ingénieur du GENIE RURAL

signé : ILLISIBLE

A annexer à notre signature du P.V. de récolement du  
30 Janvier 1951.

Département du Puy-de-Dôme

Aménagement  
de la Chute de BORT-les-ORGUES

Récolement provisoire des  
travaux

AVIS DE L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL  
chargé du département du PUY-de-DOME

Les chutes de la Haute-Dordogne ont été concédées le 11 Mars 1921 à la Cie des Chemins-de-fer de Paris à Orléans. Certaines dispositions techniques différentes de celles initialement prévues ayant été adoptées, notamment pour la région de Bort, un projet d'avenant a fait l'objet d'une enquête en Octobre 1942 ; mais aucun texte n'a donné officiellement suite soit à ce projet, soit aux observations formulées à l'enquête.

Le Ministère de l'Agriculture figure au nombre des déposants. En ce qui concerne les intérêts agricoles susceptibles d'être lésés dans le département du Puy-de-Dôme, nous avons fait parvenir le 8 Mars 1943 à notre Administration un rapport exposant notre point de vue que nous résumons brièvement ci-après :

a) L'aménagement de la chute de Bort-les-Orgues paraît devoir se traduire par une augmentation importante de la puissance des usines ; elle se traduit, en tous cas, par une aggravation considérable des dommages causés à la production agricole ;

b) Malgré cette situation, le projet d'avenant de 1942 n'a offert aucun relèvement de la contre-partie accordée à l'agriculture par l'acte de 1921 (contribution financière aux travaux d'intérêt agricole général, tels que reboisements, mises en valeur de terrains incultes, construction de réseaux électriques ruraux etc... et attribution à des prix préférentiels de réserves d'énergie) ..

c) Il serait d'autant plus anormal de ne pas demander un relèvement des divers éléments de la contre-partie accordée à l'agriculture que cette contre-partie est exprimée en Francs dans l'acte de 1921 et que, par conséquent, elle perd, du fait des dévaluations successives toute signification pratique à mesure que se prolonge l'aménagement des chutes de la Haute-Dordogne, lequel devrait être achevé depuis longtemps.

.../

Les Administrations locales, le Conseil Général, les Barlementaires et le Préfet n'ont pas manqué d'évoquer à diverses reprises de telles anomalies et, en présence de la stagnation des textes règlementant officiellement les chute de la Haute Dordogne, des démarches de caractère officieux ont été entreprises auprès d'Electricité de France devenue en fait, concessionnaire de Bort.

En ce qui concerne les observations formulées par le Service du Génie Rural de Clermont-Fd, il a été convenu qu'Electricité de France prendrait dans la rénovation des réseaux ruraux de la région de Tauves - Latour-d'Auvergne Bagnols et Larodde une participation spéciale de 6 % payable en annuités.

Il a déjà été fait application de cette mesure à l'occasion d'une adjudication en Juin 1950, mais on reste dans le cadre d'un accord provisoire, verbal et dont les limites ne sont point définies.

En particulier, la question des réserves d'énergie au profit des collectivités locales n'a même pas été abordée. Il est évident que, du fait de la nationalisation de l'électricité, elle se pose désormais sous un aspect différent de celui défini en 1921 ; il est non moins certain que le cas n'est pas spécial à la chute de Bort et qu'il peut se retrouver dans d'autres concessions hydrauliques.

La présente déposition a donc pour objet essentiel de sauvegarder les droits et avantages susceptibles d'être reconnus aux collectivités locales ainsi qu'à l'agriculture en général et d'indiquer, notamment, qu'à notre avis le récolement, même provisoire des travaux de la Chute de Bort, ne saurait être considéré comme une acceptation par le Ministère de l'Agriculture des propositions contenues dans le projet d'avenant soumis à l'enquête de 1942, propositions que mon service continue, en ce qui le concerne, à considérer comme inexistantes.

Clermont-Fd, le 30 Janvier 1951  
L'Ingénieur en Chef du Génie Rural

signé : illisible

AVIS DE L'INGENIEUR EN CHEF DE L'AMENAGEMENT AGRICOLE  
DES EAUX

- Service n° 2 -

Toutes les observations formulées par les Ingénieurs en Chef du Génie Rural du Cantal, de la Corrèze et du Puy-de-Dôme, du Service Hydraulique et par les Conservateurs ou Inspecteurs des Eaux & Forêts démontrent que les intérêts agricoles n'ont en aucune façon été garantis dans l'avenant demandé par la S.N.C.F. d'abord et E.D.F. ensuite, à la concession du 11 Mars 1921.

Aucune réponse ne nous a été communiquée à la lettre du 24 Juin 1946 de Monsieur le Ministre de l'Agriculture à Monsieur le Ministre de la Production Industrielle.

Nous assistons aujourd'hui à un récolement de travaux pour lequel aucun décret de concession n'est intervenu.

Sans m'opposer, bien entendu, à la mise en eau du réservoir prévue dans un délai très prochain, je considère que de nombreuses réserves formulées par M. le Ministre de l'Agriculture doivent donner lieu à l'établissement d'un cahier des charges donnant à la fois satisfaction aux deux Ministères intéressés, de l'Agriculture et de l'Industrie et du Commerce, afin que soient sauvegardés les intérêts dont Monsieur le Ministre de l'Agriculture a la charge.

La signature ci-jointe ne saurait donc, en aucun cas, être considérée comme une acceptation pure et simple d'un état de faits devant lequel les différents services de l'agriculture des 3 départements intéressés sont placés.

TULLE, le 31 Janvier 1951  
L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL  
chargé du Service n° 2 de l'Aménagement  
Agricole des eaux,

signé : LEBERT.

Le 30 Janvier 1951.

Récolement provisoire du barrage de BORT  
-----

Observations du Contrôle Technique des Chemins de fer  
-----

Pont sur la Dordogne - Les travaux confortatifs exécutés après rectification du lit de la rivière donnent satisfaction, en principe.

Un procès-verbal de remise devra déterminer les modalités d'entretien à laisser à la charge d'E.D.F. en raison de l'importance particulière du débit (200 m<sup>3</sup>/s.) auquel sera soumis l'ouvrage pendant plusieurs heures par jour.

Egout collecteur côté gauche - La partie prolongée en buses de 0,60 de la R.N. à la Dordogne pour l'établissement de la route d'accès aux fouilles est à reprendre. Des buses de 0,60 sont indispensables pour l'écoulement des pointes.

Prise d'eau de secours - Les clôtures déposées ou détériorées doivent être rétablies et le terrain nettoyé. Un procès-verbal de remise spécial avec E.D.F. donnera l'assurance que le débit minimum permettra en tout temps le pompage.

Terrains - La S.N.C.F. les remettra aux Domaines.

Il est spécifié que le présent procès-verbal de récolement provisoire ne concerne que les installations devant être submergées.

L'Inspecteur des Transports,

signé : BENOIT

NOTE DE M. le CONSERVATEUR DES EAUX ET FORETS  
à CLERMONT-FERRAND

le 30 Janvier 1951.

- BARRAGE DE BORT-les-ORGUES -

I.- CARACTERISTIQUE ET INTERET PISCICOLE DES COURS D'EAU INTERESSES -

La DORDOGNE dans la section intéressée par le barrage de BORT n'est pas du Domaine Public - La Police de la pêche y relève de l'Administration des Eaux & Forêts à qui revient la charge d'estimer les dommages à la reproduction du poisson (intérêt général). Il revient aux particuliers riverains ou à leurs ayants-droit de défendre leurs intérêts relatifs à la perte à la production (intérêts particuliers).

Les dommages piscicoles au kilomètre estimés en alevins de truite de 6 mois devront être estimés au moyen de la formule classique du Professeur LEGER :

$$N = 20 \ B \ i$$

ou  $N$  = Nombre d'alevins de 6 mois

$B$  = Capacité biogénique

$i$  = largeur moyenne de la rivière

La capacité biogénique de la DORDOGNE peut être estimée à 6.

La largeur moyenne de la DORDOGNE peut être évaluée à 20 mètres.

Les alevins de truite de 6 mois valent actuellement 11.000 Frs le mille pris en pisciculture (Décision ministérielle du 29 Décembre 1949) soit au minimum 12.000 Frs le mille rendus sur place.

II.- CONSEQUENCES PISCICOLES DU BARRAGE -

On peut estimer que la construction du barrage supprimera totalement les frayères à truite et à saumon sur 20 Km.

Nombre d'alevins compensateurs -

$$N = 20 \ B \ i \times 20 = 20 \times 6 \times 20 \times 20 = 48.000$$

OU 48 mille alevins de truite de 6 mois ce qui à 12.000 Fr le mille représente une somme de 576.000 francs.

La hauteur de dénivellation pour le lac de retenue ne permet pas de lui attribuer une valeur piscicole déterminée.

.../...

### III.- DROIT DE PECHE SUR LES RETENUES -

La loi du 16 Octobre 1919 ayant omis de régler les droits de pêche dans les concessions de force hydraulique et en particulier dans les lacs de retenue, le Conseil d'Etat, dans sa séance du 20 Juin 1941 a envisagé la possibilité de transférer à l'Etat les Droits de pêche pour les terrains expropriés par une simple clause à insérer au Cahier des Charges.

La question est, en effet, d'importance. Dans le cas particulier sur 1.200 ha d'eau, les propriétaires riverains vont se trouver expropriés et frustrés de leur droit de pêche en faveur d'un usinier qui n'a reçu le droit d'expropriation qu'en vue de l'exploitation de la force hydro-électrique.

En attendant que cette clause figure au Cahier des Charges type, comme la chose a été demandée, avec insistance par M. le Ministre de l'Agriculture, nous demandons qu'elle soit insérée dans la concession de la chute de BORT.

### IV.- REVISION DES PRIX -

La révision du montant de la charge piscicole doit, en principe, être effectuée tous les 5 ans. Nous demandons que, pour permettre des révisions régulières de toutes les chutes d'eau, cette révision ait lieu aux années dont les millésimes se terminent par 0 ou 5.

Le montant de cette charge piscicole devra prendre date à compter de la dérivation effective de la rivière soit du

### V.- VIDANGE DU BARRAGE -

En cas d'évacuation de crue ou de vidange partielle ou totale, la protection du poisson impose parfois sa reprise et sa mise à l'abri dans un milieu d'eau pure. IL faudra donc prévoir :

1°/ des travaux sur le canal de fuite permettant l'établissement rapide des grilles mobiles capables de retenir le poisson au moment des manoeuvres d'eau.

2°/ la construction d'une conduite d'amenée d'eau pure et de deux bassins cimentés de 500 à 1000 litres alimentés par cette conduite et établis au voisinage de l'emplacement prévu pour les grilles.

### VI.- FORETS -

Un certain nombre de forêts, soumises au Régime Forestier, seront en partie noyées par la retenue d'eau. Il se-

.../...

rait nécessaire que le piquetage exact soit fait sur le terrain et que les plans nécessaires soient communiqués au Service des Eaux et Forêts pour que celui-ci puisse faire prononcer par décret la distraction de ces terrains et puisse établir de façon exacte le montant des indemnités dues à ce titre.

Plate-forme de la voie ferrée à mettre en état pour vidange des lacs.

## VII.- CONCLUSIONS -

Les considérations précédentes nous amènent à demander que soit portées à l'article 6 du Cahier des Charges, les dispositions suivantes :

Article 6.- Pour compenser les difficultés que la présence du barrage apportera aux migrations du poisson et le dépeuplement qui peut en être la conséquence, le concessionnaire fournira chaque année, aux époques et sur les points indiqués par le Service des Eaux & Forêts les alevins dont les espèces, l'âge et les quantités seront également indiqués par ce Service, sans que toutefois la dépense correspondant à cette fourniture puisse dépasser la somme de 576.000 Frs.

Après accord avec le Service des Eaux et Forêts et le Service des Forces Hydrauliques compétents, la Société concessionnaire aura la faculté de se libérer de l'obligation de repeuplement résultant du paragraphe ci-dessus par le versement annuel au Trésor, à titre de fonds de concours, du montant de la redevance précisée au dit paragraphe.

Le montant de cette redevance pourra être révisé sur la demande du Service des Eaux et Forêts ou sur celle de la Société concessionnaire, en tenant compte notamment de la variation du prix des alevins, tous les 5 ans, aux années dont les millésimes se termineront par 0 et 5.

"Le concessionnaire sera tenu de placer et d'entretenir à l'amont de la prise d'eau, un grillage dont les barreaux seront espacés au maximum de 3 cm.

"Le concessionnaire devra en outre indiquer les conditions spéciales auxquelles devront satisfaire les ouvrages notamment en ce qui concerne la protection contre les inondations, la préservation des sites et paysages, la pêche.

"Le concessionnaire sera tenu de laisser libre circulation, sur les dépendances de la concession, aux agents chargés du contrôle de la pêche.

"Il ne procédera à la vidange totale des biefs ou lacs de retenue qu'après entente avec ce service et en prenant à ses frais les mesures préalables que ce service demandera pour la sauvegarde du poisson.

.../

"Le concessionnaire sera tenu de procéder en temps voulu aux opérations suivantes :

- Nettoyage complet des abords du chantier et démolition de toutes constructions provisoires utilisées pour les travaux
- Coupe au ras du sol de tous arbres, arbustes et arbrisseaux situés dans la cuvette des réservoirs.
- Démolition complète de tous bâtiments et ouvrages divers destinés à être noyés par la retenue.

"Le droit de pêche appartiendra à l'Etat sur toute l'étendue de la concession".

30 Janvier 1951.